

Près de Nantes : le combat d'un propriétaire pour empêcher des Roms de squatter son terrain

Par **Laurène Trillard**

Publié il y a 4 heures,

Mis à jour il y a 26 minutes



Frédéric Daufouy a fait appel à une entreprise venue notamment disposer des carcasses de voitures entre les bâtiments (déjà squattés auparavant) et renforcer les talus devant. *Collection personnelle*

Celui qui avait déjà subi une occupation illicite en 2023 a reçu un appel du maire l'informant d'une possible arrivée de caravanes. Depuis une semaine, il met tout en œuvre, à ses frais, pour empêcher une nouvelle intrusion.

Le Figaro Nantes

«*On marche sur la tête*», résume Frédéric Daufouy. Jeudi 18 avril, à 21h22, ce dernier a reçu un appel peu banal. Le maire de Sainte-Luce-sur-Loire, une commune située au nord-est de Nantes, l'a alerté de «*la menace d'invasion des Roms* » sur l'une de ses parcelles. Déjà en juin 2023, ce propriétaire, qui ne compte pas se laisser faire, avait subi une occupation illicite d'un terrain voisin que *Le Figaro* avait raconté.

Huit mois plus tard, après avoir récupéré ses emplacements dans un état pitoyable, il n'a aujourd'hui d'autre choix que de mettre à nouveau la main à la poche, non pour remettre en état les lieux, mais pour se protéger. Si les caravanes ne sont pas encore arrivées, il anticipe pour éviter un scénario cauchemardesque sans possibilité de faire partir les futurs occupants

illégaux. D'abord, il a fait imprimer une dizaine de pancartes bleu, blanc, rouge, avec écrit dessus : «*Toute personne prise en flagrant délit de présence inopportune sur ce site sera poursuivie devant la justice française*». Pour environ 350 euros. Mais il a surtout fait appel à une entreprise pour barricader les 16.000 mètres carrés de terrain menacés.



Le propriétaire a commandé une dizaine de pancartes «Propriété privée» qu'il affiche devant ses terrains et bâtiments. *Collection personnelle*

Verrouiller les entrées

«*Samedi après-midi, nous avons essayé de renforcer les talus à des endroits plus favorables pour éviter l'entrée des gens. Entre les bâtiments, nous avons rapproché des carcasses (laissés d'une occupation précédente, NDLR) qu'on a mises debout*», raconte David Bertaud, directeur d'une société de travaux publics de réaménagement extérieur à Carquefou (une commune voisine). Toute une partie de son travail est dédiée à la protection des terrains pour éviter des intrusions illégales. Depuis 2015 environ, il se souvient avoir développé cette activité, notamment chez des particuliers comme chez les Daufouy mais aussi auprès de professionnels et de collectivités. Cela va d'ailleurs crescendo, notamment depuis quelques semaines. «*Depuis qu'ils ont annoncé qu'ils voulaient déplacer la Prairie de Mauves, ça éveille tout le monde*», confie celui qui facture environ 1000 à 1500 euros la création de tranchées autour d'une parcelle d'un hectare. Il a conscience que cela ne suffit pas toujours car les populations n'hésitent pas à les boucher pour passer dessus ou à louer du matériel pour faire sauter les objets leur barrant la route.

«Nantes est l'un des premiers territoires de France métropolitaine concernés par la présence de bidonvilles avec plus de 3000 personnes présentes», rappelait il y a un mois la métropole, sollicitée par *Le Figaro* à propos de la Prairie de Mauves. À l'est de Nantes, il s'agit d'un des plus gros campements. La collectivité envisage d'y installer un pôle d'écologie urbaine, nécessitant de récupérer l'espace constitué de sept bidonvilles (avec des caravanes, des extensions, des constructions légères, des cabanes...) «660 personnes y sont actuellement présentes, dont 30 à 40% de mineurs», précise Nantes Métropole. À l'été 2024, la mise en œuvre opérationnelle d'un plan devant aboutir au déménagement commencera. À savoir la sécurisation pour éviter de nouvelles intrusions, l'inscription dans des parcours d'intégration, l'identification de lieux de transition... «Cette démarche s'accompagne également d'un travail de repérage (en vue d'une possible sécurisation selon besoins identifiés) des terrains susceptibles de faire l'objet d'une éventuelle occupation illicite en cas de report des familles ne s'inscrivant pas dans la démarche qui sera mise en œuvre».



Le politique est là pour régler voir anticiper les problèmes. Aujourd'hui, nous avons des gens qui n'ont aucune vision

Frédéric Daufouy, propriétaire de parcelles à Sainte-Luce-sur-Loire

Contacté, le maire de Sainte-Luce-sur-Loire, Anthony Descloziers, n'avait pas d'informations à nous communiquer sur la provenance des Roms dans la commune (déjà touchée par le phénomène, où un terrain d'insertion temporaire avait ainsi été aménagé). L'édile (de gauche) assume avoir prévenu le propriétaire : «J'estime faire mon travail. Nous, on ne peut que sécuriser les terrains municipaux», affirme-t-il. Frédéric Daufouy «est un propriétaire de plusieurs terrains de taille importante. Je comprends qu'il soit agacé par des installations illicites, comme je pourrais l'être sur ma commune», reprend-il. Un argument inaudible pour le propriétaire concerné : «Son rôle est de nous protéger, pas de prévenir. C'est le monde à l'envers».

Côté juridique, Frédéric Daufouy reste en contact avec son avocat mais tant qu'il s'agit de paroles, les actions sont compliquées. Il n'hésite pas non plus à écrire des messages enflammés aux autorités pour les faire réagir. Déprouté, gendarmerie... Comme habituellement, tout le monde est conscient du problème. «Le politique est là pour régler voir anticiper les problèmes. Aujourd'hui, nous avons des gens qui n'ont aucune vision. Les services de l'État vont virer les Roms de Nantes et personne n'anticipe ce déplacement de population. Aujourd'hui, les Roms servent la politique gauchiste métropolitaine comme outil de dérégulation afin de contraindre les propriétaires fonciers d'abandonner leurs droits», s'énerve celui qui n'est pas vraiment du même bord que la majorité de la métropole. Avant de s'interroger : lorsqu'il a récupéré ses terrains jonchés de bidons d'huile de vidange vides ou de vieilles carcasses de véhicules, il n'a pas reçu le soutien des écologistes.

«L'État, le Conseil départemental, la Métropole et différentes communes ont engagé une stratégie partenariale de résorption des bidonvilles en janvier 2023, expliquait au Figaro la Métropole, le 19 mars dernier. Cette stratégie implique un engagement de chaque institution, en fonction des compétences de chacune, notamment sur le logement, la santé, l'éducation ou encore l'action sociale. L'objectif partagé est d'agir avec humanité pour permettre aux personnes de sortir de conditions de vie aussi indignes et avec fermeté pour démanteler les réseaux criminels, les réseaux d'exploitation d'êtres humains et mettre un terme à la délinquance lorsqu'elle est présente». En attendant les effets de cette stratégie, les factures déboursées par les citoyens pour éviter une intrusion ne sont pas remboursées et les tensions se renforcent.



Des carcasses de voitures (là depuis des mois) servent de barrière. *Collection personnelle*



Les talus de terre doivent rendre l'intrusion plus difficile pour des caravanes. *Collection personnelle*

La rédaction vous conseille

- **«Si cela dégénère, on ne pourra rien maîtriser» : la maison d'arrêt de Nantes débordée par l'afflux de détenus**
- **Main-d'œuvre, débrouille et larcins: au cœur des 56 bidonvilles du pays nantais**
- **Comment des riverains ont fait interrompre les travaux en cours d'un terrain d'insertion pour Roms près de Nantes**

Sujets

Roms

squat